
[Inde : des Adivasi abattus en défendant leur terre contre l'invasion de Tata Steel](#)

L'année à peine commencée, une tragédie a frappé le district Jajpur d'Orissa, à Kalinga Nagar.

Depuis plusieurs mois, les membres des tribus locales et d'autres villageois se battaient avec acharnement pour éviter d'être délogés par le projet sidérurgique de Tata Industries, une entreprise bien connue pour avoir déplacé des gens et exploité leurs ressources naturelles. En mai de l'année dernière, la population avait empêché une tentative préalable de construction à Kalinga Nagar.

Le 2 janvier, les gens des lieux se sont réunis à l'endroit prévu pour l'aciérie de Tata Steel. Lorsque les bulldozers se sont mis en mouvement, des hommes et des femmes portant des armes traditionnelles se sont rapprochés du site. Cependant, le Secrétariat d'État avait donné l'ordre strict de faciliter la construction. On a tiré sur les agitateurs avec des balles de caoutchouc et on leur a lancé des grenades lacrymogènes, sans résultat. Douze Adivasi ont été tués.

Le gouvernement a fait de son mieux pour désamorcer la situation, mais les gens ont maintenu le barrage et ont gardé les douze cadavres sur l'autoroute. Tard dans la soirée, quelques activistes sociaux les ont persuadés de les incinérer. Ces morts ont uni les membres des tribus, qui ont juré sur le lieu des obsèques qu'ils ne céderaient pas un pouce de leur terre ancestrale à aucune industrie.

Le gouvernement avait décidé de destiner des milliers d'acres du territoire des Adivasi à la construction de mines, d'industries et d'autres projets semblables de grande envergure. Si ce projet est réalisé, plus de 55 000 Adivasi seront déplacés, rien qu'à Jharkhand. En réponse à cette menace, les villages concernés ont constitué, au cours des six derniers mois, des Bhumi Suraksha Sangatans (Organisations pour la protection de nos terres) qui, à ce jour, ont réussi à organiser des « Janata Curfews » et à empêcher l'entrée de tout représentant du gouvernement ou des sociétés minières. Un nouveau mouvement de résistance était né.

La position des gens de la région est clairement établie dans une lettre adressée au Bureau national de contrôle de la pollution d'Orissa par Chakradhara Haibru, président de la Visthapan Virodhi Manch (l'organisation qui dirige la résistance au déplacement) : « La zone principale [de l'usine sidérurgique de Tata] n'est pas un désert. Elle est constituée par des collines vertes richement boisées, des établissements tribaux de plus de dix mille personnes distribués autour de deux gram panchayats, des terres agricoles, des réservoirs anciens, des pâturages, des terres communales et des routes ». « Vingt pour cent de la surface concernée par le projet sont couverts de forêts de haute qualité où abondent des espèces d'arbres à bois : Sal, Kuruma, Vandan, Ashan, Piasal, Mahula et Kendu. » « La zone désertique, située dans le Nord, mesure moins de 5 acres. Pourquoi décrit-on toute la zone comme un DÉSERTE, au mépris de la réalité ? » « Nous regretterons que l'on crée l'impression que les membres des tribus de Kalinga Nagar ont été tués parce qu'ils demandaient davantage d'indemnités ou de meilleures conditions de réinstallation. Le problème est très différent de ce qu'en disent les médias. »

Sur la base d'une amère expérience, il poursuivait : « Le rapport [du Bureau national de contrôle de

la pollution] veut faire croire que le projet de TSL (Tata Steel) va créer des emplois directs et indirects et qu'il aura des effets bénéfiques sur l'environnement humain. Le rapport essaie de montrer que, dans la zone tampon, les gens mèneront une vie épanouie et prospère, avec des aliments meilleurs, une meilleure santé, de meilleurs logements, des installations éducatives et culturelles. Pour la grande majorité des travailleurs de la région, ce tableau est faux.

Ce plan 'secret' du gouvernement d'Orissa pour l'expansion de Kalinga Nagar, qui a décidé d'acquérir près de 200 kilomètres carrés pour le complexe industriel, les infrastructures et d'autres fins, va priver de terres tous les paysans de la zone. La plupart d'entre eux n'auront plus de foyer et chercheront du refuge dans les colonies du gouvernement. Le complexe industriel provoquera une forte pénurie d'eau et une pollution généralisée de l'air. En attendant, quelques entreprises privées sont en train d'acheter par des manoeuvres illégales des terres agricoles de grande qualité, laissant les paysans sans terres. Les fonctionnaires du gouvernement sont de connivence avec les agents immobiliers pour acquérir les terres des paysans pauvres.

La plupart des membres des tribus confrontés au déplacement manquent de droits formels sur leurs fermes et leurs terres agricoles. Donc, le paquet de compensation, composé d'une parcelle de 10 decimal dans une colonie de réinstallation et de 50 000 roupies pour construire une maison 'pucca' d'une pièce ne leur donne même pas une journée de tranquillité, parce qu'ils n'ont pas de travail régulier pour vivre. Il est inimaginable que ces gens, coupés de leur vie traditionnelle, de leur occupation traditionnelle dans l'agriculture et la cueillette de vivres, puissent gagner assez d'argent dans la colonie pour attendre d'avoir du travail à l'usine. Après tout, ils ne remplissent pas les critères pour recevoir un traitement préférentiel sur le marché du travail de Kalinga Nagar car, d'après le gouvernement, ils n'ont pas perdu de terres. Nous avons tiré des enseignements des problèmes subis par les personnes déplacées qui habitent dans la colonie de Gobarghati et qui gagnent leur vie, hommes, femmes et enfants, dans les usines de concassage. Ils déplorent leur malheur présent et maudissent les autorités de l'usine de Nilachal, qui leur ont fait perdre leurs foyers et leurs terres.

Nous, au nombre de 10 000, et les 50 000 autres membres des tribus de la zone tampon, nous nous opposons à être déplacés de nos foyers et de nos terres agricoles. Donc, les 50 000 Dalit sont eux aussi contre les projets pour Kalinga Nagar. Nous ne sommes pas d'accord avec le rêve de 'développement' que le rapport nous propose et nous ne l'acceptons pas. Nous ne sommes pas prêts à nous retrouver sans foyer, sans terre et sans travail. Nous ne voulons pas perdre notre vie traditionnelle. »

Article fondé sur des informations tirées de : "We don't accept the 'development dream' put before us!", Chakradhara Haibru, Bistapan Virodhi Janamancha, <http://www.minesandcommunities.org/Action/press864.htm> ; "People's Version Of Kalinganagar Firing On 2nd January, 2006", Independent Media, <http://samajwadi.blogspot.com/>.